

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 50 - VENDREDI 13 NOVEMBRE 2009

LE MERLE MOQUEUR

Et le Mur tomba, comme des dominés.

À LIRE SUR communistesunitaires.net

Reconquérir la liberté

**Mon corps va bien,
mon âme est enchaînée**

We are l'Europe

AGENDA MILITANT

→ **14 novembre**

St-Brieuc La FASE Bretagne
et organisations de la gauche d'alternative

Paris 9h-18h Formes et séquelles d'une
violence organisée - Guatemala

→ **17 novembre**

Rennes 14h Avec René Vauthier

Metz 18h30 Quel rassemblement à gauche
en France - FASE, PG et Politis

→ **18 novembre**

Montreuil 20h La région en débat

→ **28 novembre**

Die 13^e rencontre de la coordination
nationale des hôpitaux et maternités de proximité

Ils se lâchent

Depuis la rentrée, c'est un festival. Les ministres, porte-parole, députés, conseillers de « la droite dure » se lâchent. La concomitance de dérapages verbaux ne peut être tenue pour un pur hasard.

La méchante sortie de Hortefeux à l'université d'été ne relève sans doute pas du calcul politique prémédité. Il se trouve que quelques semaines plus tard, une responsable UMP trouve amusant de déclarer qu'envoyer Rama Yade dans le Val-d'Oise « *ferait plus couleur locale* ». Rachida Dati, la très prudente, a reconnu elle-même que Brice Hortefeux était « un gros raciste » et Azouz Begag couchait par écrit les agressions de ce sinistre personnage. Tout cela traduit l'atmosphère délétère qui règne au sommet de l'Etat où le racisme est devenu une plaisanterie.

Dans un registre proche, on a entendu un député exiger un devoir de réserve pour les prix littéraires! Le ministre de la Culture, le discrédité Mitterrand n'en a cure. Le caporalisme et l'anti-intellectualisme s'imposent.

Un judoka, nouvellement élu député et membre de la direction de l'UMP, assume sa misogynie en assurant que tous les hommes le sont sauf « les tapettes ». Tellement amusant que le président du club de foot de Montpellier peut impunément menacer un joueur d'une équipe adverse : « *on l'attend cette petite tarlouze* ». Et notre Thierry Roland national de trouver ça superdrôle.

Racisme, anti-intellectualisme, misogynie, homophobie, autoritarisme : au-delà même d'une politique, il y a ici les ingrédients d'une culture franchement frappée du saut de l'extrême droite qui se sent autorisée. Le débat lancé par Besson le légitime dans le champ institutionnel. Les charters pour sans-papiers l'inscrivent dans la réalité de la politique d'Etat. Que le conseiller du président pour la compréhension de l'opinion soit un ancien journaliste de *Minute* n'est donc pas une faute de goût.

Tout cela est parfois spontané, parfois prémédité. Et en tout cas tombe à pic dans un moment où le gouvernement est à la peine face à la question sociale. Faire diversion est une vieille ficelle. Ancrer les électeurs Front national dans le vote UMP n'est pas étranger aux objectifs de tous ces acteurs politiques. Mais il n'est pas certain que « le bon coup » de la présidentielle se renouvellera : on peut même penser que la farce ne marchera pas deux fois et que tout cela ne fait que remettre en selle le FN. Il monte dans les sondages et ses idées reprises, banalisées, objets de plaisanterie rendent l'atmosphère irrespirable. Comme dirait Marie N Diaye.

● CATHERINE TRICOT

Quelle alternative citoyenne pour une métropole francilienne solidaire ?

Claire Villiers et François Labroille, d'Alternative citoyenne, ont été élus au Conseil régional d'Ile-de-France en 2004 sur la liste de la Gauche populaire et citoyenne, dans l'une des rares régions où le PCF avait fait le choix de l'autonomie par rapport au PS. Bilan, enjeux et perspectives.

Quels sont en résumé les grands enjeux des élections régionales de mars prochain, en Ile-de-France ?

François Labroille. Une question l'emporte sur toutes les autres. Il s'agit de savoir si la droite sarkozyste va reconquérir ou non l'Ile-de-France. Compte tenu de la place stratégique de cette région tant du point de vue politique que du point de vue de son insertion mondiale, la droite ne peut pas supporter de ne pas y avoir les pleins pouvoirs. C'est ce qui explique son extraordinaire offensive depuis l'élection présidentielle. De son discours de Roissy, le 26 juin 2009, qui remettait violemment en cause le SDRIF (1) élaboré sous la responsabilité de la Région, au projet de loi sur la société du Grand Paris en cours de discussion à l'Assemblée nationale, Nicolas Sarkozy inscrit la reprise en main de l'Ile-de-France dans une stratégie d'ensemble. Très souvent, les grands médias présentent cette confrontation comme simplement politique, en la réduisant à des rivalités de pouvoir entre institutions. Or, le véritable

conflit est celui des projets. C'est bien la conception du devenir de l'Ile-de-France qui est en jeu. La confrontation oppose la vision d'une métropole ségrégative sous tutelle et celle d'une métropole solidaire et démocratique.

Il faudrait analyser finement dans quelle stratégie d'ensemble du capitalisme français s'inscrit cette sélection des territoires et des personnes. On pressent bien que le projet du gouvernement pour l'Ile-de-France mobi-

« C'est bien la conception du devenir de l'Ile-de-France qui est en jeu. La confrontation oppose la vision d'une métropole ségrégative sous tutelle et celle d'une métropole solidaire et démocratique. »

François Labroille

lise la puissance publique non pour l'intérêt général, mais pour dégager le maximum de terrain aux intérêts du monde des affaires, des promoteurs et des grands groupes du bâtiment et travaux publics. Mais il s'inscrit dans une cohérence plus globale, une stratégie de recomposition du capitalisme français dans le contexte de crise, de son insertion mondiale, avec un Etat « stratège » incontestablement plus autoritaire et aussi plus libéral que jamais dans son action au service du marché.

Claire Villiers. Contrairement à ce que dit le PS, l'enjeu n'est pas principalement que cette stratégie serait la fin de la décentralisation. La répartition des compétences actuelles entre les divers niveaux n'est pas un gage absolu de démocratie et de réponse aux besoins des populations. Je pense même que la « proximité » n'est pas systématiquement bonne quand elle offre un cadre permettant plus de contrôle social.

Il n'est pas scandaleux que l'Etat se préoccupe de la « région capitale ». L'Ile-de-France souffre d'ailleurs considérablement du fait que l'Etat, à travers les décisions gouvernementales successives, n'a pas tenu ses engagements : dans le contrat de plan Etat-Région

précédent ou dans les investissements en matière de transports... Il est totalement démagogique de la part de Sarkozy de compatir aux difficultés des usagers de la ligne A du RER quand on sait que la Région n'a la main sur les transports que depuis 2006 et qu'il y a vingt ans de retard sur les investissements !

Le problème aujourd'hui est que l'intervention du Gouvernement n'a pas pour but de garantir le bien commun mais d'organiser des hold-up succes- ●●●

(1) SDRIF : Schéma régional de la région Ile-de-France.

●●● sifs en faveur des plus riches. Nous avons tous et toutes en mémoire l'affaire de la présidence de l'EPAD de la Défense, mais il faut rappeler que l'enjeu véritable est la fusion avec un autre établissement public qui concerne en grande partie la ville de Nanterre, qui perdrait la main sur un tiers de son territoire, livré aux appétits des promoteurs et des financiers internationaux... Ce n'est pas tout à fait le choix de la municipalité de Nanterre actuellement !

Mais comment se concrétise cet enjeu global pour la masse de Franciliennes ?

François Labroille. Ce conflit de projet irrigue tous ces domaines. On ne peut pas parler transport, logement, emploi sans relier chacun de ses domaines à cette vision d'ensemble de la Région. On est en train de vivre une mutation considérable à travers ce que l'on appelle désormais le fait métropolitain, l'émergence de ces villes mondes, qui peut donner le pire dans la compétition et l'exacerbation des inégalités, ou bien le meilleur dans la coopération et une nouvelle urbanité. Il faut bien voir comment Nicolas Sarkozy et le gouvernement ont détourné la consultation internationale des architectes, très stimulante au demeurant, pour n'en retenir que le projet d'une infrastructure de transport appelée à relier 7 ou 8 pôles d'excellence. C'est la négation des priorités pour renverser les inégalités et les ségrégations qui dominent si largement le fonctionnement de l'espace régional. Alors, quelle conception du développement économique ? Quelles priorités et quels tracés pour le réseau de transport ? Quels logements et où ? C'est au fond la ville de demain et le quotidien de près de 12 millions d'habitants de la région pour les vingt ans qui viennent qui est en train de se jouer. Pour nous, l'enjeu est de dégager des réponses qui donnent la perspective d'une « altermétropolisation » pour reprendre l'expression du géographe Guy Burgel.

Claire Villiers. Ce qui est intéressant, c'est que les enjeux « macro » peuvent être déclinés très concrètement : l'écart de 1 à 10 des ressources entre Puteaux et Clichy-sous-Bois se traduit inévitablement en capacité pour la collectivité

locale de construire ou non, et de faire fonctionner ou non les équipements collectifs : bibliothèques, médiathèques, etc. Les infrastructures de transports contribuent à relier ou à enclaver : comment aller travailler à Roissy, en horaires décalés, ou à l'hôpital de Gonesse, quand on habite Sarcelles ? Les impossibilités sont encore plus grandes pour les femmes qui représentent deux tiers des usagers des transports en commun. On pourrait multiplier les exemples.

Que peuvent les élus régionaux face à de tels enjeux ?

Claire Villiers. Les élus peuvent contribuer à créer les conditions de l'intervention des citoyens. Par exemple sur le SDRIF, nous savions qu'un schéma porteur de plus d'égalité et de réponses aux besoins sociaux serait percuté

« Les élus peuvent contribuer à créer les conditions de l'intervention des citoyens. Nous sommes dans un affrontement majeur que la simple négociation dans des salons ne fera pas aboutir en faveur des choix d'égalité ! N'importe quel syndicaliste digne de ce nom sait que sans rapport de force on ne négocie rien de positif ! »

Claire Villiers

par les objectifs gouvernementaux. Il fallait donc par anticipation construire la capacité pour la grande majorité des Franciliennes de s'approprier les enjeux pour se faire un avis et se mobiliser pour faire triompher la vision solidaire. Au nom du « c'est trop compliqué », il y a eu un refus conjoint du PS et des Verts. Et aujourd'hui nous sommes dans un affrontement majeur que la simple négociation dans des salons ne fera pas aboutir en faveur des choix d'égalité ! N'importe quel syndicaliste digne de ce nom sait que sans rapport de force on ne négocie rien de positif ! C'est faute d'avoir oublié ce « détail » que beaucoup d'élu-e-s croient que la légitimité acquise par l'élection leur permettra de sauter l'obstacle !

François Labroille. Les élu-e-s peuvent à la fois très peu et beaucoup. Très peu si l'on avait l'illusion de d'affranchir des logiques du capitalisme sur un petit territoire. Le retour du réel est cruel quand on sait combien sont à l'œuvre

les forces du marché et les exigences de rentabilité, dans l'aménagement et la construction immobilière par exemple. Mais ils peuvent beaucoup si l'on se donne pour objectif de faire émerger justement de tels enjeux et les choix collectifs qu'ils appellent. Quand on voit comment la consultation des dix équipes d'architectes fait aujourd'hui boomerang, on mesure qu'investir ces questions ouvre des espaces insoupçonnés.

Dans sa tribune au Monde du 20 octobre dernier, sous le titre « *Le projet du Grand Paris est menacé de s'enliser dans la confusion* », Jean Nouvel affirmait ceci : « *Les Français n'ont aucun moyen de savoir que le Grand Paris de Christian Blanc, et son*

projet de loi, n'a rien à voir avec le Grand Paris exposé à la Cité de l'architecture par les dix équipes internationales pluridisciplinaires. » Quel retournement ! Cette alerte montre que si nous osons faire de la conception de l'aménagement de cette région une grande question démocratique, alors oui on peut changer la donne. C'est ce que nous avons essayé de faire au niveau de la Région en investissant l'élaboration du SDRIF, l'élaboration du plan de mobilisation en faveur des transports, comme l'a fait Jean Brafman au sein du STIF, en suivant les travaux du syndicat mixte Paris Métropole avec l'impulsion permanente de Pierre Mansat, en suivant aussi ce qu'a su faire remarquablement Patrick Braouezec avec les « Jeudis de l'urbanisme » de Plaine Commune, qui permettent depuis mai 2009 de dialoguer avec chacune des dix équipes de la consultation des architectes urbanistes. Notre « clé » est de faire émerger dans le débat public la nature des enjeux et les termes des ●●●

●●● choix. C'est toute une conception du rôle des élu-e-s qui combine radicalité et prise de responsabilités.

Comment abordez-vous le bilan de la majorité régionale ?

François Labroille. Je ne crois pas que la crédibilité de la gauche de transformation soit dans la dépréciation du bilan de la politique régionale. Je ne crois pas plus qu'elle soit dans sa valorisation naïve. Je reconnais simplement ce qui a été accompli dans beaucoup de domaines, souvent sous notre impulsion, celui de la tarification dans les transports, les équipements pour les lycées, le soutien à la culture... Il suffit de consulter l'inventaire des mesures prises effectué sur le site de Jean-Paul Huchon pour voir que le Conseil régional a correctement travaillé dans son champ de compétences. La gauche n'est pas la droite. Pour celles et ceux qui en doutent, je ne souhaite pas qu'il faille recourir à une vérification empirique de 2010 à 2014. On peut pour s'en convaincre faire l'inventaire des prises de position et des expressions hostiles de la droite chaque fois que l'on a porté par exemple des exigences sur la gratuité des transports, le logement social, la lutte contre les discriminations.

En même temps, devant l'ampleur des défis à relever, ceux des dégâts sociaux de la politique gouvernementale, ceux de la nécessaire réorientation du développement économique, ceux de mutations qu'appelle la crise écologique, ce sont des ruptures plus franches qu'il faudrait opérer avec des forces plus impliquées pour les porter.

Claire Villiers. Il faudrait surtout avoir cette conviction qu'un territoire où la majorité est de gauche n'en fait pas un territoire libéré de la mondialisation capitaliste. Tout ce que nous réussissons à faire doit à mon avis à la fois changer immédiatement la vie quotidienne ET servir de levier pour une conscientisation plus large : par exemple, faire la gratuité dans

les transports pour une partie des chômeurs (pas tous hélas) doit permettre en même temps d'engager un débat large sur la gratuité, sur les services publics, sur les biens communs. Cela n'est pas toujours le cas, loin de là : en début de mandat, l'Assemblée régionale a voté une délibération mettant l'Île-de-France « hors AGCS »... Mais cela n'a été suivi d'aucun effet concret.

Par contre, il n'y a pas de visibilité, même pour les élu-e-s, de beaucoup de décisions prises : la création de l'Etablissement public foncier pour lutter contre la spéculation, ou l'achat par l'Agence de l'Environnement, de terres agricoles pour

« Notre originalité est de reconnaître le rôle des partis tout en prétendant aussi participer directement à la confrontation politique sans nécessairement appartenir à un parti ou nous reconnaître dans la forme parti ».

François Labroille.

en faire des lieux de culture bio... Toute la communication de la Région est à revoir !

Et votre bilan, en tant qu'élus d'Alternative citoyenne ?

Claire Villiers. Je pense qu'un de nos principaux problèmes a été l'absence de lieu politique dans la durée, qui permettrait d'intervenir dans l'Assemblée de manière beaucoup plus dialectique. De la même manière, j'observe que les forces

sociales les plus combatives, celles dont nous sommes issus, sont pour le moins réservées par rapport à ce qui se passe dans la région. La région n'apparaît pas comme un lieu pertinent d'affrontement voire de coconstruction. Nous avons pris des engagements forts dans la lutte contre les discriminations, mais lors de la semaine de l'égalité qui a lieu chaque année, je cherche les syndicats revendicatifs... Il y a là un débat stratégique urgent à mener : si nous voulons que les institutions soient investies par tous ceux et celles qui font quotidiennement de la politique comme militants associatifs ou syndicaux, il faut en construire la conviction et la manière.

François Labroille. Nous venons de réaliser un journal où nous nous livrons à l'exercice du bilan, sans tricher, avec un cheminement collectif mais aussi individuel, avec la subjectivité de chacun. Nous y disons nos tâtonnements, nos moments

de doute, d'incertitude mais aussi nos avancées et nos acquis. Nous y écrivons que « nous avons vraiment marqué de notre empreinte les politiques régionales dans des domaines décisifs avec toujours cette boussole du combat contre les inégalités. Parfois par des mesures emblématiques comme l'avancée de la gratuité des transports ou l'objectif des 30 % de logements sociaux, souvent de façon moins visible mais déterminante dans la stabilisa- ●●●

Postcapitalisme. Imaginer l'après

Coordonné par Clémentine Autain

Daniel Bensaid, Thomas Controt, Isabelle Gern, Jacques Bourreau, Michel Husson, Gaëlle Brihorian, Florent Lathion, Frédéric Lebaron, Roger Wastell, Gustave Wastell, Dominique Wastell, Michel Orlong, Claire Vulliamy, Isabelle Stengers, Bernard Stiegler, Stéphanie Treillet, Catherine Tricot, Aurélie Trounev, Denis Vichereau, Renaud Viviani

ANALYSES, ENTRETIENS, CONFRONTATIONS.
Vingt contributions pour penser l'après-capitalisme.

UN OUVRAGE COORDONNÉ
par Clémentine Autain et Regards.
Dans toutes les bonnes librairies
À PARTIR du 13 novembre 2009, 20 €

●●● *tion de grandes orientations quand il s'est agi d'arrêter par exemple la stratégie du SDRIF, le plan de mobilisation des transports ou le schéma des formations* ». Mais ce n'est pas sans limites évidentes. Notre projet initial était ambitieux puisque nous disions vouloir « battre la droite, changer la gauche, faire de la politique autrement, et changer le rapport du mouvement social aux institutions ». Nous pouvons nous prévaloir de vrais résultats mais aussi de vraies difficultés. Il y a la résistance de l'institution à l'égard de nouveaux espaces de débats. Il y a les résistances de nos partenaires de la majorité trop souvent en retrait sur ce qui est perçu comme une prise de risque inutile ou trop compliqué quand on a poussé par exemple dès 2004 à une vaste mise en débat du SDRIF. Il en va de même vis-à-vis de nouveaux droits perçus comme de l'assistance quand on met en avant la gratuité. Il y a aussi les difficultés à articuler mobilisations sociales et institutions. C'est pourtant une clé pour l'avenir. Mais la synchronisation ne va pas de soi et les méfiances sont grandes.

Finalement, on peut dire que la question du rapport de forces est centrale : à 9 élu-e-s sur 27 dans le groupe CACRPG, et à 27 élus sur 209 dans l'Assemblée régionale, on peut agir mais pas comme si on était le double ou le triple. Celle d'une mobilisation plus convergente des forces syndicales et associatives l'est aussi : elle est malheureusement restée inégale et surtout inconsistante. Voilà pourquoi nos acquis sont à la fois incontestables et en deçà de ce nous pouvions espérer.

Vous avez été élus en 2004 sur une liste où convergeaient notamment le PCF et Alternative citoyenne. Quel bilan faites-vous de votre expérience au sein du même groupe ?

François Labroille. Le fonctionnement pluraliste du groupe a été très positif. Et son élargissement en 2008 aux deux élu-e-s du Parti de Gauche a montré que la diversité est productive. La coopération a été effective, facilitée sans doute par la personnalité de Gabriel Massou, son président, qui avait été l'une des cheffes ouvrières de la Gauche populaire

et Citoyenne en 2004. Le fait que l'on ait vraiment travaillé ensemble en dépit des fortes turbulences du contexte dans la période a joué en faveur de l'autorité du groupe au sein de l'Assemblée. Ce n'était pas acquis d'avance. Peut-être peut-on regretter de ne pas avoir mieux marqué notre identité propre.

Mais nous sommes des militants de divers horizons non seulement du point de vue de nos idées mais de nos pratiques : certains d'entre nous viennent d'horizons directement politiques mais la plupart d'horizons associatifs ou syndicaux. Nous avons probablement donné à notre pratique d'élu-e, sans nécessairement y penser, une « patte » particulière, issue de ces expériences militantes. Notre originalité est de reconnaître le rôle des partis tout en prétendant aussi participer directement à la confrontation politique sans nécessairement appartenir à un parti ou nous reconnaître dans la forme « parti ». Des partenaires très divers ont perçu cette spécificité des élu-e-s Alternative citoyenne et c'est sans doute l'un de nos motifs de satisfaction. En revanche, la désynchronisation entre les rythmes institutionnels et les rythmes de nos réseaux respectifs nous a placés souvent en difficulté, avec parfois un certain sentiment de « solitude ».

Claire Villiers. Evidemment cette stratégie a été percutée par l'échec de la

« Nous avons pu vérifier une fois de plus que des divergences s'effacent ou en tout cas se réduisent quand nous avons un cadre de travail commun. C'est ce que doit permettre une campagne électorale très large. »

Claire Villiers

candidature unique à la Présidentielle... Mais nous-mêmes étions divisés sur les choix à faire ! Par ailleurs, je trouve que notre intervention de groupe n'est pas assez « impertinente » par rapport au reste de la majorité régionale !

Quels pourraient être la démarche et les points cardinaux d'une convergence large en mars prochain ?

Claire Villiers. Les réponses précédentes portent en creux ce que nous pouvons faire : l'objectif d'une région

solidaire, coopérative, qui traque les inégalités et en fait le cœur de son intervention. Pourquoi aider autant Puteaux que Clichy-sous-Bois ? Le groupe CACR a fait voter le principe de critères différenciés... qui n'ont quasiment pas été appliqués, alors que c'est quelque chose d'essentiel. Nous considérons que la prise de conscience et la mobilisation du plus grand nombre sont un objectif premier.

Comment vous situez-vous par rapport au processus unitaire en cours, au Front de gauche, et sur la question des candidatures ?

François Labroille. Nous avons pris l'initiative le 1^{er} juillet dernier d'une rencontre publique où nous avons appelé au rassemblement de toute la gauche de transformation sociale et écologique dans la perspective des élections régionales. Nous avons organisé le 1^{er} octobre une nouvelle réunion sur ce thème et nous avons lancé le 24 octobre une coopérative d'idées sur l'avenir de l'Île-de-France. Nous avons suivi de près les évolutions des dernières semaines et – le 3 novembre – nous avons salué très positivement les propositions du Front de Gauche et son offre politique, pour « la consolider, l'élargir, travailler dans une coopération très large au contenu de son projet pour l'Île-de-France ».

Nous voulons contribuer au rassemblement le plus large possible, et nous ne souhaitons pas être dans un rôle de commentateurs à distance. Nous voulons en être des acteurs, d'abord en actant ce qui est d'ores et déjà acquis avec l'arc de rassemblement du PCF en du PG, de la GU, sans doute de la FASE, et ensuite en continuant à interpeller le NPA pour qu'il y prenne sa place. Nous voulons aussi un rassemblement qui ne soit pas une addition de partis mais qui réalise plus encore qu'en 2004 l'alliage d'espaces sociaux et politiques. C'est pourquoi nous venons de ●●●

●●● publier une nouvelle déclaration disant l'importance de réussir une dynamique de rassemblement et donc du choix des « *personnes les mieux à même de l'incarner* ». Nous y disons que la candidature de Patrick Braouezec comme tête de liste pourrait considérablement faciliter cet objectif. Nous savons que le temps est compté. Il faut engager le travail commun et développer une campagne capable de changer la donne en Ile-de-France.

Claire Villiers. Nous avons pu vérifier une fois de plus que des divergences s'effacent ou en tout cas se réduisent quand nous avons un cadre de travail commun. C'est ce que doit permettre une campagne électorale très large.

Je souhaite de tout cœur que le NPA en soit ; parce qu'une campagne vraiment large, dynamique, populaire ferait bouger les lignes ! On l'a vu avec les collectifs unitaires à une autre époque. N'oublions pas qu'il faut empêcher Péresse d'être présidente de la région pour appliquer le programme du gouvernement en Ile-de-France, et qu'il faut aussi bouleverser l'hégémonie du PS à gauche dans l'élection et après... C'est une vraie bataille de classe et l'occasion pour tous et toutes de faire surgir une nouvelle radicalité à gauche dans une région de 12 millions d'habitants !

Vous êtes issus du monde syndical. Quelle est votre perception de l'appropriation de l'enjeu de l'al-

Les élus Alternative citoyenne Ile-de-France

viennent de publier un document synthétique qui fait le bilan de leurs activités depuis leur élection en 2004 sur la liste de la Gauche populaire et citoyenne. Pour se procurer, ce document, envoyer un mail à : ramuleau@club-internet.fr
[Journal à télécharger](#)

ternative politique en son sein, et du rapport à la politique (au politique) ?

Claire Villiers. Nous avons besoin de lieux où penser ensemble, mener des campagnes ensemble dans le respect des responsabilités de chacun. L'idée de la « coopérative » d'idées rejoint ce projet dans la durée. Mais l'intervention du mouvement syndical supposerait aussi que la démocratie issue du suffrage universel ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail, qu'ils soient privés ou publics.

Nous voulons aussi un rassemblement qui ne soit pas une addition de partis mais qui réalise plus encore qu'en 2004 l'alliage d'espaces sociaux et politiques

François Labroille.

Comme le disait Jaurès « *nous avons conquis le suffrage universel mais pas la souveraineté populaire* »... A l'époque les femmes étaient hors du jeu et aujourd'hui c'est le cas de beaucoup d'étrangers. Un approfondissement de la démocratie ne saurait s'exonérer d'intervenir sur la totalité des lieux de vie des femmes et des hommes. Quelle démocratie, quelle citoyenneté quand on est contraint toute la journée au mensonge, à la concurrence, à la délation... jusqu'à la mort parfois ? C'est la raison pour laquelle j'ai ouvert un chantier « travail et démocratie ».

François Labroille. Nous ne sommes plus en 2004 et l'élan pour investir le champ politique avec un sentiment de responsabilité après le traumatisme de l'arrivée de Le Pen au second tour de la Présidentielle ne fonctionne plus comme tel. La division lors de la Présidentielle de 2007 a beaucoup découragé. En outre, depuis 2002, les luttes sociales sont nécessairement très défensives devant les politiques antisociales et la résistance n'incite pas mécaniquement à penser l'alternative. Tout cela crée de la distance voire de la méfiance à l'égard du champ politique.

En même temps les militants et responsables syndicaux traitent des questions hautement politiques. Le contenu de la déclaration commune de janvier 2009 devant les enjeux de la crise était de grande qualité et les mobilisations du printemps 2009, en dépit des difficultés à se prolonger et à déboucher, ont eu

une grande portée. Le mouvement syndical en France a été l'un des plus offensifs dans cette période avec une réelle capacité de mobilisations unitaires. On ne peut pas en dire autant des formations politiques.

La construction d'une alternative demande d'échanger beaucoup plus entre expériences syndicales et politiques. Cela demande sans doute un effort côté du mouvement syndical mais la réciproque vaut tout autant côté des mouvements politiques. L'indépendance n'est pas l'indifférence, l'échange n'est pas la condescendance. Quand je vois ce qui se fait aujourd'hui au sein du comité national en faveur de la Poste ou dans les mobilisations autour des enjeux climatiques, j'ai l'impression

qu'une nouvelle culture prometteuse est en train de s'affirmer. Sans ramener ces évolutions à des enjeux électoraux, il me semble très important que des responsabilités d'élu-e-s soient exercées par des militant-e-s qui ont ce type d'expérience.

● RECUEILLI PAR GILLES ALFONSI



Pour recevoir *Cerises* chaque semaine, merci d'envoyer un message à : contact.cerises@gmail.com en indiquant vos noms, prénom, ville et département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir *Cerises*.

Cerises est édité par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi
Queues de *Cerises* : Michèle Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Arnaud Viviant, Julien Alapetite

1989-2009 LENDEMAINS DE CHUTE, COMPRENDRE L'ÉVÉNEMENT



COLLOQUE ORGANISÉ
PAR LA FONDATION GABRIEL PÉRI
ET LE MENSUEL REGARDS

SAMEDI 21 NOVEMBRE 2009

9h30 - 17h00

ASSEMBLÉE NATIONALE

126, RUE DE L'UNIVERSITÉ
75007 PARIS

09h30 ACCUEIL François Asensi, député. OUVERTURE Clémentine Autain et Robert Hue

10h00-11h30

PREMIÈRE TABLE RONDE
MUR ET FRONTIÈRES : LA FIN
DES DEUX MONDES

Intervenants : **Effi Boehlke**, philosophe.
Pierre Grosser, historien. **Serge Wolikow**,
historien.

Le Mur de Berlin était la coupure, à la fois
réelle et fantasmée, de deux mondes tout
autant que celle de deux États. Sa chute
met fin à cette frontière-là. Mais pas à la
coupure en général... Un mur s'effondre,
d'autres se construisent.

13h30-15h00

DEUXIÈME TABLE RONDE
FIN DU SOVIÉTISME ?
FIN DU COMMUNISME ?

Intervenants : **Marc Lazar**, historien.
Roger Martelli, historien. **Jacques Sapir**,
économiste.

Pour les représentations communes, la
chute du Mur est à la fois celle du sys-
tème socialiste est-européen et celle du
communisme en général. La nécrose du
système était-elle fatale ? Et signalait-elle
la mort du communisme ?

15h30-17h00

TROISIÈME TABLE RONDE
FIN DU MUR, FIN DE SIÈCLE

Intervenants : **Francette Lazard**, historien-
ne. **Michael Löwy**, sociologue, philosophe.
Entre 1989 et 1991, s'achève le « court
XX^e siècle », né d'un cataclysme et domi-
né par la guerre, « chaude » ou « froide ».
Mais, au fait, de quelle fin la chute du Mur
était-elle vraiment l'indice ?

Pour participer, veuillez vous inscrire avant le 17 novembre 2009, en laissant vos nom et prénom, par mail à l'adresse suivante 21novembre@gabrielperi.fr (inscription gratuite). En raison des mesures de sécurité en vigueur, l'entrée à l'Assemblée Nationale se fait sur présentation d'une pièce d'identité.

REGARDS, 5, villa des Pyrénées 75020 Paris Tél. : 01 47 70 01 90 regards@regards.fr
Fondation Gabriel Péri, 11, rue Étienne Marcel 93500 Pantin Tél. : 01 41 83 88 50 fondation@gabrielperi.fr